

LA JUSTICE AVANT TOUT !

Jaurès ne fut pas seulement le plus grand leader socialiste de son temps. A travers ses combats, en faveur de Dreyfus, de la liberté de la presse ou de l'abolition de la peine de mort, il nous a légué quelques belles leçons de politique.

Par Vincent Duclert

L'entrée dans un cycle commémoratif, où le souvenir du « Grand Jaurès » (Max Gallo), assassiné le 31 juillet 1914, sera mêlé à celui de la Grande Guerre, doit être l'occasion de sortir de la légende pour aller vers l'histoire. Depuis cent ans, en effet, la figure de Jaurès appartient au mythe ; mythe du combat contre une guerre pourtant inéluctable, mythe du socialisme humain dans un siècle de tyrannie des idéologies, mythe enfin du « grand disparu » dont la gauche française resterait orpheline.

Figure héroïque en France, mais aussi en Europe et dans le monde, il nourrit les imaginaires politiques et populaires. L'homme n'a laissé indifférent aucun des grands noms de son époque – Ferry, Clemenceau, Briand, Zola, Dreyfus – et a inspiré des politiques aussi divers que Trotski, Blum, Mendès France, de Gaulle ou Mitterrand. Les écrivains comme Martin du Gard ou Aragon s'en sont inspirés et les artistes l'ont chanté tel Jacques Brel en 1977.

La force du mythe a rendu difficile l'écriture d'une histoire non hagiographique. Il a fallu attendre 1962 pour qu'aux États-Unis soit conçue la première biographie scientifique de Jaurès. Harvey Goldberg y rendait compte du combat de Jaurès pour l'unité du socialisme français et international. La naissance de la SFIO en 1905 fut en effet un moment historique, fruit d'un long travail de Jaurès et de compromis parfois mal compris jusque parmi ses plus proches (cf. *Michel Winock, p. 46*).

Cependant Jaurès n'est pas uniquement un modèle d'homme de gauche, contrairement à ce qu'a voulu laisser croire l'historiographie socialiste, mais l'un des fondateurs de la politique moderne, celle qui, se dégagant des seules logiques de pou-



L'AUTEUR Vincent Duclert, historien, chercheur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron (EHESS), et inspecteur général de l'Éducation nationale, vient de publier Jaurès, 1859-1914. La politique et la légende (Autrement, 2013) et, avec Gilles Candar, Jean Jaurès (Fayard, 2014).

voir et de domination, défend une souveraineté des idées, du courage, des combats nécessaires.

Jaurès n'est pas né socialiste. Jusqu'à l'âge de 34 ans, ses combats, il les a livrés en tant que député républicain et surtout comme avocat obstiné des droits de l'homme. Ces premières années, loin d'être anecdotiques ou régressives dans une vision militante de la vie de Jaurès, sont décisives. « *Le socialisme, c'était précisément pour lui la justice* »¹, a rappelé Pierre Mendès France lors de son hommage du 20 juin 1959 pour le centenaire de sa naissance, soulignant que l'essentiel des engagements de Jaurès fut davantage dirigé vers la démocratisation de la république que mobilisé pour la victoire du socialisme.

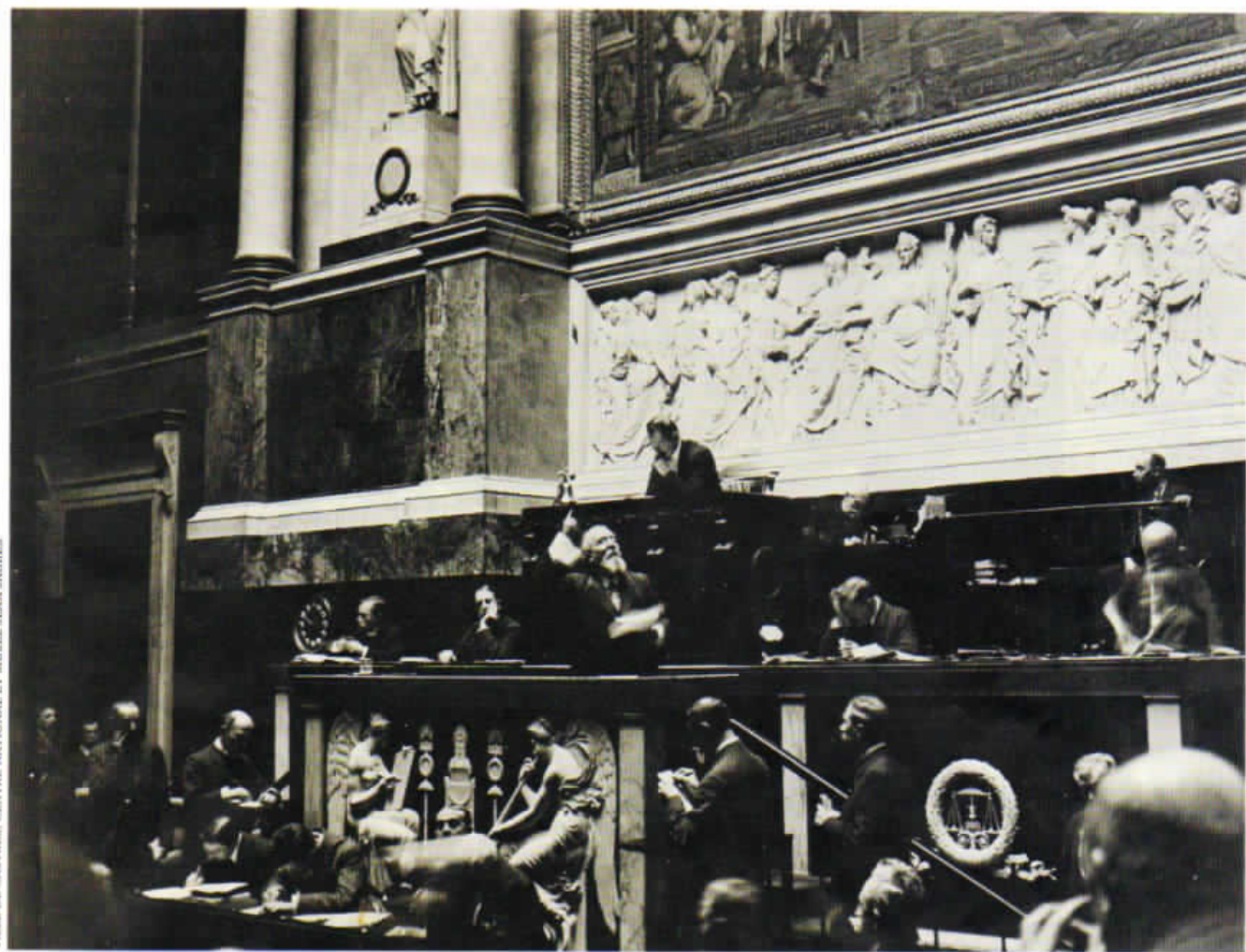
SA LUTTE CONTRE BOULANGER

L'entrée en politique de Jaurès se réalise sous les auspices de la République, celle de Jules Ferry, enfin installée depuis 1879. Porté sur la liste d'union des républicains pour le département du Tarn, il est élu le 4 octobre 1885 à la Chambre des députés où il fait son entrée comme plus jeune député de France, à l'âge de 26 ans.

Bien qu'il siège avec la majorité « opportuniste » de la Chambre (les républicains socialement modérés au pouvoir), Jaurès se révèle un élu très critique envers le régime qu'il juge indifférent à la question sociale, trop hostile aux opposants socialistes et glissant vers la corruption de ses notables. Il ne rejoint pas pour autant les radicaux de Clemenceau, que le seul mot de « collectivisme » hérissé, ni le minuscule groupe socialiste né en 1886 et dont l'extrémisme verbal le rebute. En cela, Jaurès est un républicain atypique, critique et indépendant.

ENTRÉ À LA CHAMBRE EN 1885 COMME LE PLUS JEUNE DÉPUTÉ DE FRANCE, JAURÈS SE DÉFINIT D'ABORD COMME RÉPUBLICAIN

Il r
1887,
sions
renco
contre
deven
sonne
puté.
l'intér
des ar
en eff
d'amé
dat. J
patrio
Les
tage d
mineu
ont su
blicain
propa
les mo
Ja
langis
public
et nor
non p



Il reçoit sa première grande leçon politique en 1887, avec le boulangisme. Sur fond de vives tensions avec l'Allemagne, ce mouvement, né de la rencontre entre une série de mécontentements contre le régime parlementaire, et un général devenu en quelques mois l'homme providentiel, sonne comme un avertissement pour le jeune député. Dans un premier temps, il a manifesté de l'intérêt pour les réformes de Boulanger à la tête des armées. Le ministre de la Guerre avait débuté en effet en s'engageant pour une active politique d'amélioration des conditions d'existence du soldat. Jaurès s'est montré sensible également à son patriotisme populaire.

Les déclarations de Boulanger, invitant au partage de la soupe et du pain entre le soldat et le mineur en grève à Decazeville (13 mars 1886), ont suscité des sympathies à la gauche des républicains. Rapidement cependant, il s'inquiète de la propagande antiparlementariste et du soutien que les monarchistes apportent au mouvement.

Jaurès appelle dès lors à la lutte contre le boulangisme par le renforcement des institutions républicaines et par l'ouverture de la politique à tous et non plus seulement à une élite : « Nous devons, non pas effacer, mais affermir plus haut et pratiquer

A la tribune

A la Chambre, en juin 1913, pour tenter de convaincre ses pairs de refuser la loi portant le service militaire à trois ans. Cette photographie a été prise par son ami le député républicain-socialiste Jules-Louis Breton.

d'avantage nos principes. La liberté est à tous, la justice est pour tous. »

Le déclin rapide du boulangisme est un soulagement, mais Jaurès n'oubliera pas les enseignements politiques de la crise. Il est nécessaire que la république reprenne sa marche vers la démocratie. « Il n'y a que les gouvernements de liberté politique qui puissent aboutir à la justice sociale », écrit-il dans *La Dépêche* du 29 septembre 1889.

Ce combat républicain barre paradoxalement le chemin de sa réélection. Alors que les républicains remportent les élections de 1889, il échoue au premier tour dans la première circonscription du Tarn face à une forte opposition conservatrice décidée à le faire chuter. Constatant sa défaite, il rend publique une « Lettre de remerciements aux électeurs » dans laquelle il annonce qu'il se retire de la vie publique, « sans découragement ni amertume », tout en assurant de sa volonté de continuer « à servir puissamment la République », mais cette fois « dans la vie privée, par la pensée, le travail et l'honneur ». Cependant, prévient-il, « si jamais elle était en danger, nous la défendrons ensemble »².

Il se réserve ainsi un possible retour à la politique active, ce qui ne tarde point. Battu à Castres en 1889, Jaurès se réinstalle à Toulouse où, profes-

LE PASSAGE DE JAURÈS AU SOCIALISME DANS LES ANNÉES 1890 VA RENFORCER SON COMBAT EN FAVEUR D'UNE DÉMOCRATISATION DE LA RÉPUBLIQUE

Avec Bergson

La promotion 1878 de l'École normale supérieure : Jean Jaurès au premier rang, deuxième à gauche. Henri Bergson est debout, premier à droite. Jaurès fut en compétition intellectuelle permanente avec le philosophe.



VILLE DE CASTRIES, CÉNTERE NATIONAL ET MUSÉE JEAN JAURÈS

seur à l'université, il poursuit sa collaboration avec le grand quotidien régional *La Dépêche* – il restera un fidèle collaborateur du journal jusqu'à sa mort, après avoir publié plus de 1 000 articles. A travers ses écrits, on décèle son passage progressif au socialisme, qu'il voudrait voir rompre avec ses ambiguïtés doctrinales et s'engager dans la république. Dans un article devenu célèbre du 22 octobre 1890 sur la Révolution française, il souligne que le socialisme était « contenu dès l'origine dans l'idée républicaine » et qu'en conséquence, « les socialistes les plus absolus travaillent contre eux-mêmes lorsqu'ils s'isolent du grand parti républicain ».

COMBATS DÉMOCRATIQUES

Le passage de Jaurès au socialisme dans les années 1890 accroît plus qu'il n'affaiblit ses combats démocratiques visant à changer la république en la ramenant vers ses principes de justice et d'égalité politique. Revenu à la Chambre, à la faveur de sa victoire à une élection partielle le 22 janvier 1893, bientôt porte-parole des 50 élus socialistes au Parlement, il retrouve l'Hémicycle en pleine tempête du scandale de Panama. Il en est convaincu : depuis quinze ans, la République capitule devant les intérêts capitalistes.

Un an plus tard, en 1894, il s'oppose violemment à la législation liberticide votée en urgence après les premiers attentats anarchistes en France.

S'il ne soutient pas les anarchistes ni la propagande par le fait, il s'élève contre les arrestations déclenchées au mépris des droits élémentaires des citoyens et révèle les manœuvres du gouvernement pour frapper l'opposition politique et sociale au moyen de ces « lois scélérates ».

Après la nouvelle série de mesures répressives, encore plus extrêmes, qui font suite à l'assassinat du président de la République Sadi Carnot en juin 1894, il appelle à la solidarité des « vieux républicains » qui se souviennent que, « sous l'Empire, avec des lois comme celles que proposent de prétendus républicains, on déportait et on internait les hommes les plus modérés et les plus honnêtes »³. Jaurès se fait le chantre des libertés démocratiques. Il parvient à mobiliser au-delà des socialistes, en direction de radicaux comme René Goblet et de « vieux républicains » comme Henri Brisson, tout en suscitant la haine de ses adversaires à droite.

Il soutient dans le même temps le droit des prolétaires à occuper des mandats locaux, dénonçant tous les obstacles accumulés contre le maire ouvrier de Carmaux Jean-Baptiste Calvignac dont le procès en 1895 vise à le rendre inéligible sur la base d'allégations mensongères, ce qui constitue à ses yeux « un si prodigieux défi à la vérité et à la justice »⁴.

En faveur de la liberté de la presse, il défend le socialiste Alfred Gérault-Richard, poursuivi en

Notes

1. P. Mendès France, « Jean Jaurès », *La vérité guidait leurs pas*, Gallimard, « Témoins », 1976, p. 86.
2. « Lettre de remerciements aux électeurs », *L'Avenir du Tarn*, 23 septembre 1889.
3. « Déception », *La Dépêche*, 24 juillet 1894.
4. « Justice », *La Dépêche*, 6 juin 1895.

cour d
1894 d
veau p
représ
symbo
la Ré
polém
passé
ment i
ceptibi
Richar
et 300
un gra
La
dans l'
qu'ils
massa
ne cra
ques l
caux
de ce
et pou
cours



HENRI BOULET

cour d'assises pour avoir publié le 29 septembre 1894 dans *Le Chambard* un pamphlet sur le nouveau président de la République, Casimir-Perier, représentant des grandes familles d'affaires et symbole de la collusion des milieux d'affaires avec la République. Il n'a pas de sympathie pour un polémiste qui l'a régulièrement attaqué dans le passé mais la cause générale lui paraît suffisamment importante pour ne pas s'arrêter à ces susceptibilités. Malgré la condamnation de Gérault-Richard au maximum de la peine, un an de prison et 3 000 francs d'amende, la plaidoirie de Jaurès a un grand retentissement dans l'opinion.

La faillite gouvernementale, Jaurès la voit aussi dans l'abandon des Arméniens par la France alors qu'ils subissent dans l'Empire ottoman les grands massacres décidés par le sultan Abdülhamid II. Il ne craint pas de mêler sa voix à celles des catholiques Denys Cochin et Albert de Mun ou des radicaux Hubbard et Clemenceau pour défendre la vie de ceux qu'il voit comme des citoyens persécutés et pour défendre l'honneur de la France. Son discours du 3 novembre 1896 marque les conscien-



Massacres

La voix de Jaurès est l'une des seules qui s'élèvent en Europe pour protester contre les grands massacres arméniens perpétrés par l'Empire ottoman. Couverture du *Petit Journal* de 1909 après le massacre d'Adana.

DANS LE TEXTE

LA CAUSE DES ARMÉNIENS

« Voilà dix-huit ans que l'Europe avait inséré dans le traité de Berlin (13 juillet 1878) l'engagement solennel de protéger la sécurité, la vie, l'honneur des Arméniens [...] que l'Europe devrait demander des comptes annuels et exercer un contrôle annuel sur les réformes et sur les garanties introduites par le sultan dans ses relations avec ses sujets d'Asie Mineure. Où sont ces comptes ? Où sont ces contrôles ? [...] Devant tout ce sang versé, devant ces abominations et ces sauvageries, devant cette violation de la parole de la France et du droit humain, pas un cri n'est sorti de vos bouches, pas une parole n'est sortie de vos consciences, et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l'extermination complète... »
Jean Jaurès, discours du 3 novembre 1896 à la Chambre.

DATES CLÉS

1859

Naissance de Jean Jaurès le 3 septembre à Castres. Brillant élève, il fait ses études au collège de Castres, puis à Paris au collège Sainte-Barbe et au lycée Louis-le-Grand. Il est reçu à l'École normale supérieure en 1878.

1881

Reçu troisième à l'agrégation de philosophie, il est nommé professeur au lycée d'Albi, puis enseigne à la faculté de Toulouse.

1885

Jaurès est élu député républicain du Tarn.

1886

Mariage avec Louise Bois. De cette union naissent Madeleine (1889) et Louis (1898).

1893

Il est élu député socialiste de Carmaux après avoir soutenu la grève des mineurs de la ville.

1898

En pleine affaire Dreyfus, il perd les législatives face au marquis de Solages. La même année, il publie *Les Preuves* en faveur du capitaine.

1902

Publication de son *Histoire socialiste de la Révolution française*. Avènement du Bloc des gauches.

1904

Jaurès fonde *L'Humanité*, qu'il dirigera jusqu'à sa mort.

1905

Les socialistes réalisent leur unité au Congrès du Globe : naissance de la SFIO.

1911

Publication de *L'Armée nouvelle*, synthèse de ses réflexions sur la défense nationale.

1912

Discours de Jaurès contre la guerre au congrès de l'Internationale à Bâle.

1913

En mai, discours devant 150 000 personnes au Pré-Saint-Gervais contre la loi des trois ans.

1914

Le 31 juillet, il est assassiné par Raoul Villain au café du Croissant, à Paris. Le 2 août, la France est mobilisée.

1916

Création de la Société des amis de Jean Jaurès.

1919

Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, est acquitté.

1923

Inauguration de la statue de Jaurès à Carmaux.

1924

Transfert des cendres de Jaurès au Panthéon.

1988

Inauguration du musée Jean-Jaurès à Castres.

2014

« Année Jaurès » pour le centenaire de sa mort, avec de nombreuses manifestations culturelles et publiques.